

Conférence de presse

« Situation économique et perspectives conjoncturelles pour 2013 »

Lundi 3 décembre 2012

Seul le discours prononcé fait foi

Années de vaches maigres en vue pour l'économie

Rudolf Minsch, chef économiste d'economiesuisse

Rappel de la situation

La situation économique actuelle montre deux visages : d'un côté, la crise de l'euro et la faible demande sur les marchés traditionnels de l'industrie d'exportation pèsent sur la conjoncture, alors que de l'autre côté, le marché intérieur suisse demeure dans l'ensemble robuste. La ligne de démarcation entre l'industrie d'exportation et le marché intérieur est cependant loin d'être nette.

Dans l'**industrie d'exportation**, les industries chimique, pharmaceutique et horlogère affichent globalement toujours des taux de croissance réjouissants malgré le contexte international difficile. Cependant, dans ces branches aussi des entreprises sont contraintes de prendre des mesures d'augmentation de l'efficacité. En revanche, la crise de l'euro pénalise lourdement l'industrie des métaux, du papier, des plastiques, des machines, de l'électronique, du textile et de l'agroalimentaire. Alors que les branches exportatrices avaient déjà pâti de la fermeté du franc en 2011, la demande extérieure s'est nettement contractée en 2012 sur les principaux marchés européens. De nombreuses entreprises luttent pour renouer avec des bénéfices. Pour ces firmes, l'année 2012 est placée sous le signe de l'adaptation, mais il faut un certain temps pour améliorer la productivité, se focaliser sur l'innovation et conquérir de nouveaux marchés, de sorte que le redressement sera très progressif. Ces deux facteurs d'influence (faiblesse de l'euro et déclin de la demande) se reflètent dans le recul marqué des nuitées étrangères en Suisse et pèsent sur le tourisme. Le secteur bancaire connaît aussi des difficultés en raison de l'évolution internationale et de conditions-cadre induisant des hausses des coûts. Comme le secteur des exportations, il est depuis quelque temps dans une phase de mutation.

Même si la conjoncture sur le **marché intérieur** est nettement plus favorable que celle de l'industrie d'exportation, plusieurs branches essentiellement actives au niveau national sont également confrontées à des difficultés. De nombreuses sociétés de services aux entreprises, comme la communication, la publicité et les télécommunications ont dû faire face à un recul de leurs ventes cette année. L'industrie du bâtiment, le commerce de détail et divers prestataires de services comme les compagnies d'assurance profitent au contraire d'une robuste demande.

Au deuxième semestre, les mauvaises nouvelles se sont multipliées, que ce soit en provenance du marché intérieur ou du secteur des exportations. Plusieurs vagues de licenciements font craindre un phénomène de désindustrialisation. En fait, l'économie suisse s'en sort assez bien dans ce contexte économique difficile. Pour assurer le succès à long terme de la Suisse, une amélioration de la productivité, une optimisation des chaînes de création de valeur et une réorientation des activités sont cependant incontournables. Des ajustements structurels ont lieu en permanence, qui permettent de préserver la compétitivité de l'économie suisse.

La fixation d'un taux de change plancher par la BNS est l'une des principales raisons de l'évolution conjoncturelle positive observée dans les conditions actuelles. Cette décision a permis d'éviter un effondrement de l'industrie d'exportation. À l'étranger, quelques voix ont qualifié la Suisse de manipulateur monétaire. Pourtant, il ne saurait en être question puisque le franc reste nettement surévalué. economiesuisse estime que la parité du pouvoir d'achat avec l'euro se situe vers 1,34 CHF – dans une

fourchette allant de 1,32 à 1,36 CHF. Au cours actuel, le franc est donc surévalué de plus de 10 % par rapport à l'euro. De graves conséquences économiques seraient à craindre si la BNS laissait glisser le taux de change bien au-dessous de 1,20.

economiesuisse maintient sa prévision d'une croissance de 0,9 % du PIB en 2012.

Perspectives pour 2013 : l'Europe va rester en mode crise

La crise de l'euro est une épée de Damoclès sur la reprise de la conjoncture en Europe. Même si le risque d'un démantèlement de la zone euro a fortement diminué, les entreprises ne sont pas disposées à investir tant que les incertitudes concernant la sortie de la crise perdureront. Un retrait de la Grèce de l'UE reste certes possible, mais les probabilités d'une telle issue sont nettement moins élevées. economiesuisse ne s'attend pas à une résolution rapide des problèmes, mais pense que la crise de l'euro va durer encore deux ou trois ans. Les perspectives de croissance de la zone euro, qui devrait rester en récession en 2013, sont donc moroses. L'évolution des nouveaux marchés de croissance est de plus en plus importante pour la Suisse – une petite économie traditionnellement tournée vers l'étranger. Les experts comptent avec un tassement de la conjoncture en Chine, mais pas avec un atterrissage brutal. Le déplacement du poids économique mondial vers l'Asie se poursuit, d'autant qu'il ne faut pas attendre des impulsions notables en provenance des États-Unis. Indépendamment de la question de savoir si la « falaise fiscale » peut être surmontée, la nécessaire consolidation des budgets publics pèse sur la croissance de ce marché d'exportation important pour la Suisse.

Dans ses prévisions, economiesuisse table par conséquent sur une poursuite des tendances qui avaient déjà dominé l'évolution économique en 2012. La BNS va garder le cap de sa politique monétaire ces prochains mois et défendre le taux de change plancher de 1,20 franc pour 1 euro. economiesuisse prévoit toujours des taux d'intérêt proche de zéro à court terme. Au besoin, la BNS devra consentir à une nouvelle augmentation de ses réserves de devises. Ce contexte difficile pose de nombreux défis à l'économie suisse. Premièrement, la demande de produits et de services helvétiques continue de s'affaiblir dans toute l'Europe alors que l'économie mondiale s'essouffle. Deuxièmement, les entreprises à vocation exportatrice souffrent toujours de la fermeté du franc. Troisièmement, la pénurie de spécialistes qui sévit en Suisse entrave la croissance et la flexibilité des entreprises bien positionnées.

Globalement, l'économie anticipe une croissance de 0,6 % seulement en 2013. Avec la poursuite de la tendance amorcée en 2012, la dichotomie entre l'industrie d'exportation et le marché intérieur va perdurer. La croissance sera générée d'une part par les branches axées sur le marché domestique comme la construction, les assurances ainsi que la santé et, d'autre part, par l'industrie chimique et pharmaceutique et l'horlogerie, deux branches fondamentalement tournées vers les exportations. Les transports vont également enregistrer une croissance en 2013, mais la liste des secteurs qui devront faire face à une année difficile est malheureusement longue, surtout dans l'industrie d'exportation. Mis à part les traditionnels exportateurs de marchandises, les banques et le tourisme seront également confrontés à une contraction des chiffres d'affaires en 2013. Sur le marché intérieur, les services aux entreprises, qui subissent de plein fouet la concurrence internationale, vont au-devant de temps particulièrement difficiles. Alors que les ventes de voitures avaient fortement augmenté en Suisse en 2012, un repli est attendu en 2013. Les importateurs parallèles contribuent en outre à l'intensification de la concurrence dans la vente de voitures et d'autres marchandises comme les supports sonores et réduisent les marges des autres acteurs du marché.

	Croissance inférieure à la moyenne en 2013	Croissance supérieure à la moyenne en 2013
Marché intérieur	Publicité Communication Vente de voitures Vente de supports sonores	Audits d'entreprises, conseils en gestion Commerce de détail Assurances Secteur de la santé, Bâtiment Industrie agroalimentaire Technologie de l'information et télécommunications
Industrie exportatrice	Industrie des machines, des équipements électroniques et des métaux Industrie textile Industrie du plastique Industries du papier Tourisme, Industrie agroalimentaire Banques	Horlogerie Industries chimique, pharmaceutique et biotechnologies Navigation aérienne

L'emploi continue de progresser en Suisse, mais un coup de frein est attendu sur le marché du travail ces prochains mois. Pourtant, la demande de main-d'œuvre – surtout de spécialistes hautement qualifiés – demeure vive. Nous assisterons à des mouvements de personnel entre les secteurs d'activités et à un ralentissement de l'immigration. Par conséquent, une forte progression du chômage n'est pas à craindre ces prochains mois. Economiesuisse compte avec un **taux de chômage** moyen de 3,3 % en 2013.

Dans notre pays où le coût de la vie est élevé, le durcissement de la concurrence pèse sur les prix. C'est pourquoi les acteurs opérant sur le marché intérieur n'ont guère de marge de manœuvre pour relever leurs prix. Le potentiel de hausse des prix est donc très limité, sauf dans le secteur immobilier, où une bulle risque de se former. La concurrence accrue des importations dans le commerce de détail ou le secteur automobile entraîne en outre de nouvelles baisses de prix. Un **taux de renchérissement** tout juste positif est ainsi attendu en 2013.

Les perspectives variables d'une branche à l'autre se reflètent dans le **PIB du côté des dépenses**. La consommation et les investissements dans la construction continueront de soutenir la conjoncture. Pour ces deux composantes, la demande privée est aussi robuste que celle des pouvoirs publics. La consommation privée n'augmente pas aussi vite qu'en 2012, en raison de l'incertitude relative à l'évolution de la crise de l'euro, de la hausse seulement modérée des salaires réels et de la baisse de l'immigration. La situation difficile sur les marchés internationaux laisse présager une deuxième année difficile pour les exportations de biens et de services.

Les prévisions conjoncturelles se fondent sur l'hypothèse d'une stabilisation de la crise de la dette, mais non de sa résolution. Étant donné que 56 % des exportations de marchandises helvétiques sont destinées à l'UE, l'évolution de la situation dans les pays voisins aura un impact décisif sur la conjoncture helvétique. Une aggravation drastique de la crise, provoquée par une sortie de la Grèce de la zone euro par exemple, constitue donc le principal **risque**. Même si la promesse de la BCE contribue à réduire le danger d'une spirale infernale, des événements déstabilisants – avant tout des grèves et une fuite des capitaux – restent possibles. L'évolution économique dans les pays émergents et aux États-Unis pourrait également se détériorer de façon plus marquée que prévu. Une escalade du conflit au Proche-Orient qui mettrait à mal l'économie mondiale constitue un autre risque. Les bonnes surprises ne sont cependant pas exclues. Une tendance à la hausse pourrait s'amorcer en premier aux États-Unis, où des progrès ont été faits dans la gestion de la crise, avant tout dans le secteur financier.